



Le Président du Département des relations extérieures réagit aux violences contre les églises coptes de Giza

Les 7 et 8 mai, à Giza, en Égypte, des musulmans radicaux ont incendié deux églises coptes, causant la mort de 12 personnes, tandis que près de 200 ont été blessées. Le métropolite Hilarion de Volokolamsk, président du Département des relations extérieures du Patriarcat de Moscou est intervenu sur ce sujet. Nous reproduisons ici le texte de sa déclaration.

L'Église orthodoxe russe a accueilli avec une profonde affliction la nouvelle de la mort de chrétiens d'Égypte et de l'incendie de leurs églises à la suite des importants désordres survenus à Giza les 7 et 8 mai 2011. Nous prions pour le repos des victimes de cette terrible tragédie et exprimons nos condoléances à leurs parents et à leurs proches.

Jusqu'à une date récente, l'Égypte était considérée comme un exemple de coexistence pacifique entre la majorité musulmane et la minorité chrétienne. Néanmoins, les événements de ces derniers mois, depuis l'attentat terroriste perpétré près d'une église copte d'Alexandrie la nuit du Nouvel An jusqu'aux incendies des églises de Giza inspirent alarme et douleur à de nombreux millions de fidèles dans le monde entier.

L'Église orthodoxe russe a toujours attiré l'attention de la communauté internationale sur les tentatives d'instrumentalisation des divergences confessionnelles à des fins d'aggravation des heurts civils ces derniers temps en Égypte. Malheureusement, les transformations politiques survenues dans ce pays n'ont pas mis fin à ce processus.

Nous soutenons les mesures prises par le gouvernement en vue de l'arrêt des violences à Giza, dans la ligne des déclarations des leaders musulmans d'Égypte qui ont fermement condamné les instigateurs des affrontements dans cette province. Nous espérons qu'à l'avenir les responsables de la communauté musulmane continueront à appeler systématiquement leurs adeptes au rejet d'attentats criminels contre la vie et la liberté religieuse des chrétiens d'Égypte, qui vivent depuis des siècles aux côtés des musulmans dans un esprit de paix et de bon voisinage.

Nous sommes convaincus que l'avenir politique de l'Égypte est impensable sans la défense des communautés chrétiennes locales, qui ont toujours soutenu l'état et la légalité dans le pays. Garantir les

droits de la minorité chrétienne relève des affaires intérieures et des obligations des autorités égyptiennes. C'est en elles que nous espérons voir le garant de la paix interconfessionnelle en Égypte.

Les événements d'Égypte ne sont malheureusement qu'un épisode d'un processus global, portant atteinte à la vie des chrétiens dans de nombreux pays où ils forment une minorité religieuse. La montée incessante des violences contre les chrétiens dans des régions où ils vivent depuis des siècles ne peut pas ne pas susciter une profonde inquiétude. Ces dernières années, la christianophobie, qui s'exprime par des attentats contre la vie et les droits de nos frères dans le monde entier, est devenue systématique. Les organisations internationales, y compris l'ONU et le Parlement européen ont déjà exprimé leur préoccupation à ce sujet.

Beaucoup est fait aujourd'hui dans le monde pour la lutte contre l'antisémitisme, l'islamophobie et d'autres phénomènes négatifs visant à la restriction des droits en fonction de l'appartenance à une religion. Les pays européens s'efforcent en particulier de garantir les droits des minorités non chrétiennes sur le continent, assurant leur liberté religieuse et leur offrant des garanties, y compris sociales. Malheureusement, malgré l'évidente menace qui pèse sur la vie des chrétiens, le problème de la christianophobie ne préoccupe pas outre mesure les autorités des pays où cette communauté est minoritaire. Nous espérons que l'Égypte, qui a ouvert il y a peu une nouvelle page de son histoire politique, s'inquiètera sérieusement du problème de la défense de la minorité chrétienne, et que dans les autres pays où les chrétiens sont soumis à la discrimination ou aux persécutions, l'état saura prendre les mesures qui s'imposent pour leur défense.

Nous appelons la communauté internationale, et plus particulièrement les pays européens qui portent une responsabilité historique particulière dans la destinée des chrétiens, à élaborer un mécanisme global de défense des communautés chrétiennes dans le monde, fondé sur le dialogue et la collaboration sincère des états, des communautés religieuses traditionnelles et des sociétés civiles. Ce n'est qu'en mettant la défense des chrétiens à l'ordre du jour international, qu'en s'appliquant constamment à la résolution de ce problème, que l'on pourra éviter des tragédies semblables à celle de Giza.